

Projet de statuts de la fondation partenariale InnovENT-E V7 du 28/042/2017

Préambule

La fondation « Institut InnovENT-E » trouve son origine à la conception du projet IDEFI InnovENT-E. Ce projet IDEFI InnovENT-E a pour vocation à accompagner, par la formation à l'innovation et à l'international, les PME-PMI françaises dans la perspective de la conquête de marchés à l'export. Les porteurs de l'IDEFI InnovENT-E, à savoir les groupements INSA, universités de technologies, CESI et l'université de Lorraine, ont indiqué dès le dépôt du dossier de ce projet qu'un institut permettant la pérennisation de l'IDEFI InnovENT-E serait créé.

A cette fin, une étape intermédiaire a résidé dans la création d'une association préfiguratrice de l'institut. L'association « InnovENT-E » a été inaugurée le 24 novembre 2014. Elle rassemble les porteurs du projet IDEFI InnovENT-E et des partenaires représentants de collectivités territoriales, des et d'autres établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les cotisations de ces membres, conformément à l'objet de l'association InnovENT-E, constituent en partie un fond destiné au lancement de la fondation « Institut InnovENT-E ». Le transfert de ce fond, dit dotation initiale provenant de l'association InnovENT-E, à la fondation « Institut InnovENT-E » entraîne la dissolution de l'association conformément à ses statuts.

Ainsi, l'association InnovENT-E se transforme en fondation « Institut InnovENT-E » selon les statuts décrits ci-après. Elle poursuit des actions d'intérêt général répondant aux missions du service public de l'enseignement supérieur visées à l'article L. 123-3 du code de l'éducation.

Vu les articles L719-13 et suivants du Code de l'éducation,

Vu la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat,

Vu le décret n° 91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n° 90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations,

Vu la décision du CA de l'institut national des sciences appliquées de Rouen Normandie en date du

Vu la décision du CA de l'institut national des sciences appliquées de centre Val – de – Loire en date du

Vu la décision du CA de l'institut national des sciences appliquées de Lyon en date du ...

Vu la décision du CA de l'institut national des sciences appliquées de Rennes en date du ...

Vu la décision du CA de l'institut national des sciences appliquées de Strasbourg en date du ...

Vu la décision du CA de l'institut national des sciences appliquées de Toulouse en date du ...

Vu la décision du CA de l'université de Lorraine en date du ...

Vu la décision du CA de l'université de technologie de Belfort-Montbéliard en date du 14 avril 2017.

Vu la décision du CA de l'université de technologie de Compiègne en date du 29 juin 2017.

Vu la décision du CA de l'université de technologie de Troyes en date du 6 juillet 2017.

Vu la décision du CA du CESI en date du ...

Vu la décision du CA de la CPME en date du ...

Vu la décision du CA de l'institut national de la propriété industrielle en date du ...

Vu la décision du CA de MOV'EO en date du ...

Vu la décision du CA de l'université d'Angers en date du ...

Vu la décision du CA de l'université du Maine en date du ...

Vu la décision du CA de l'université de Nantes en date du ...
Vu la décision du CA de l'université Reims – Champagne – Ardenne en date du ...
Vu la décision de la commission plénière de la région Bretagne en date du ...
Vu la décision de la commission plénière de la région Centre – Val – de – Loire en date du ...
Vu la décision de la commission plénière de la région Hauts – de – France en date du ...
Vu la décision de la commission plénière de la région Normandie en date du ...
Vu la décision de la commission plénière de la région Pays de Loire en date du ...

Les fondateurs de la fondation « Institut InnovENT-E » sont :

L'institut national des sciences appliquées de Rouen Normandie, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, n° siret 197 601 651 00023, dont le siège social est situé avenue de l'université, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray, représenté par Monsieur Mourad Boukhalfa, en qualité de directeur,

ci-après dénommé « INSA Rouen Normandie »,

L'institut national des sciences appliquées de centre Val – de – Loire, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, n° siret 130 018 336 00011, dont le siège social est situé Technopôle Lahitolle, 88 BD Lahitolle CS 60013, 18022 Bourges cedex, par Monsieur Jean-Marie Castelain, en qualité de directeur,

ci-après dénommé « INSA Centre Val – de – Loire »,

L'institut national des sciences appliquées de Lyon, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, n° siret 196 901 920 00013, dont le siège social est situé 20 avenue Albert Einstein, 69621 Villeurbanne cedex, représenté par Monsieur Eric Maurincomme, en qualité de directeur,

ci-après dénommé « INSA Lyon »,

L'institut national des sciences appliquées de Rennes, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, n° siret 193 500 972 00016, dont le siège social est situé 20 avenue des Buttes de Coësmes, CS 70839, 35708 Rennes cedex 7, représenté par Monsieur Mohamed Drissi, en qualité de directeur,

ci-après dénommé « INSA Rennes »,

L'institut national des sciences appliquées de Strasbourg, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, n° siret 196 727 671, dont le siège social est situé 24 boulevard de la victoire, 67084 Strasbourg cedex, représenté par Monsieur Marc Renner, en qualité de directeur,

ci-après dénommé « INSA Strasbourg »,

L'institut national des sciences appliquées de Toulouse, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, n° Siret 193 601 651 00023, dont le siège social est situé 135 avenue de Ranguel, 31077 Toulouse cedex 4, représenté par Monsieur Bertrand Raquet, en qualité de directeur,

ci-après dénommé « INSA Toulouse »,

L'université de Lorraine, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, créée sous la forme d'un grand établissement, n° siret n°130 015 506 00012, dont le siège social est situé 34 cours Léopold, CS 25233, 54052 Nancy cedex, représentée par Monsieur Pierre MT Mutzenhard, en qualité de président,

ci-après dénommée « UL »,

L'université de technologie de Belfort-Montbéliard, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, n° siret 199 003 567 00013, dont le siège social est situé 90010 Belfort Cedex, représentée par Monsieur Ghislain Montavon, en qualité de directeur,
ci-après dénommée « UTBM »,

L'université de technologie de Compiègne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, n° siret 196 012231 00011, dont le siège social est situé rue du docteur Schweitzer, 60200 Compiègne, représentée par Monsieur Philippe Courtier, en qualité de directeur,
ci-après dénommée « UTC »,

L'université de technologie de Troyes, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, n° siret 191 010 602 00032, dont le siège social est situé 12 rue Marie Curie, CS 42060, 10004 Troyes cedex, représentée par Monsieur Pierre Koch, en qualité de directeur,
ci-après dénommée « UTT »,

Le CESI, association loi 1901, régulièrement enregistré auprès de la préfecture de police de Paris, n° siret 775 722 572 00812, dont le siège social est situé 30 rue Cambronne, 75015 Paris, représenté par Monsieur Vincent Cohas, en qualité de directeur général,
ci-après dénommé « CESI »

L'institut national de la propriété industrielle, établissement public à caractère administratif, n° siret 180 080 012 00248 dont le siège social est situé 15 rue des Minimes - CS 50001 - 92677 Courbevoie cedex, représenté par Monsieur Yves Lapiere, en qualité de directeur général,
ci-après dénommé « INPI »

La Confédération des Petites et Moyennes Entreprises, syndicat professionnel, n° siret 434 957 502 00033, dont le siège social est situé 10 Terrasse Bellini - 92800 Puteaux, représentée par Monsieur François Asselin, en qualité de président,
ci-après dénommée « CPME »

MOV'EO, pôle de compétitivité en recherche et développement mobilité et automobile - association, n° siret 491 767 257 00034, dont le siège social est situé Avenue Galilée – 76 800 Saint Etienne du Rouvray, représenté par Monsieur Marc Charlet, en qualité de directeur général,
ci-après dénommé « MOV'EO »

L'université d'Angers, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, n° siret 194 909 701 00303, dont le siège social est situé 40 rue de Rennes – 49100 Angers, représentée par Monsieur Christian Robledo, en qualité de président,
ci-après dénommée « Université d'Angers »

L'université du Maine, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, n° siret 194 909 701 00303, dont le siège social est situé Avenue Olivier Messiaen - 72 085 Le Mans cedex 9, représentée par Monsieur Rachid El Guerjouma, en qualité de président,
ci-après dénommée « Université du Maine »

L'université de Nantes, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, n° Siret 194 409 843 00019, dont le siège social est situé 1 quai de Tourville – 44 000 Nantes cedex, représentée par Monsieur Olivier Laboux, en qualité de président,
ci-après dénommée « Université de Nantes »

L'université Reims, Champagne – Ardennes, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, n° siret 195 112 966 00435, dont le siège social est situé 9 boulevard de la Paix – 51100 Reims cedex, représentée par Monsieur Guillaume Gelle, en qualité de président,
ci-après dénommée « URCA»

EPF, établissement d'enseignement supérieur privé, n° Siret 391 101 581 00018, dont le siège social est situé 3 bis, rue Lakanal – 92330 Sceaux cedex, représenté par Monsieur Jean-Michel Nicolle, en qualité de directeur,
ci-après dénommé « EPF»

ESIGELEC, établissement d'enseignement supérieur privé - association, n° siret 413 701 111 00028, dont le siège social est situé Technopôle du Madrillet – Avenue Galilée – 76850 Saint - Etienne –du-Rouvray cedex , représenté par Monsieur Etienne Craye , en qualité de directeur Général,
ci-après dénommé « ESIGELEC»

ICN Business School, établissement d'enseignement supérieur privé - association, n° siret 381 395 680 00040, dont le siège social est situé 122 quai Claude le Lorrain – 54000 Nancy cedex, représenté par Madame Florence Legros, en qualité de directrice,
ci-après dénommé « ICN Business School»

Région Bretagne, n° siret 233 500 016 00040, dont le siège social est situé Hôtel de Région – 283 avenue du Général Patton – CS 21 0101 – 35 711Rennes cedex, représentée par Monsieur Jean-Yves LE DRIAN, en qualité de président de région,

Région Centre - Val – de - Loire, n° Siret 234 500 230 00028, dont le siège social est situé Hôtel de Région – 9 rue Saint Pierre Lentin – CS 94 117 – 45 041 Orléans cedex 01, représentée par Monsieur François Bonneau, en qualité de président de Région,

Région Hauts de France, n° Siret 200 053 742 00017, dont le siège social est situé Hôtel de Région – 151 avenue du président Hoover – 59 555 Lille cedex, représentée par Monsieur Xavier Bertrand, en qualité de président de région,

Région Normandie, n° siret 200 053 403 00057, dont le siège social est situé Hôtel de Région – Abbaye aux Dames – Place Reine Mathilde – CS 50 523 – 14 035 Caen cedex 1, représentée par Monsieur Hervé Morin, en qualité de président de région,

Région des Pays de Loire, n° siret 234 400 034 00026, dont le siège social est situé Hôtel de Région – 1 rue de la Loire – 44 966 Nantes cedex, représentée par Monsieur Bruno Retailleau, en qualité de président de région,

Ci-après désignés « les fondateurs » ont établi les statuts ci-après de la fondation partenariale qu'ils constituent entre eux.

Article 1^{er} – Forme

Il est créé une fondation partenariale régie par les présents statuts.

Article 2 – Dénomination

La présente fondation partenariale est dénommée fondation « Institut InnovENT-E ».

Article 3 – Siège social

La fondation « Institut InnovENT-E » a son siège social à l'INSA Rouen, avenue de l'université, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.

La demande d'autorisation administrative de la fondation partenariale est présentée au recteur de l'académie de Normandie.

Le recteur de l'académie de Normandie assure la publication de cette autorisation au Bulletin officiel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

En cas de transfert du siège de la fondation décidé par le conseil d'administration de la fondation, une modification des statuts est nécessaire. Le transfert est notifié au recteur de l'académie de Normandie et au recteur de l'académie du lieu où va s'établir la fondation ainsi qu'aux préfets concernés.

Article 4 – Objet

La fondation partenariale a pour objet de **promouvoir le développement des compétences en innovation et à l'International auprès des PME-PMI.**

Article 5 – Programme d'action pluriannuel

Le programme d'action pluriannuel consiste à doter de moyens financiers, humains, matériels et immatériels des projets et actions compatibles avec l'objet de la fondation « Institut InnovENT-E » :

- des projets de création, adaptation, mutualisation et diffusion de ressources et d'outils pédagogiques, dont certains sont numériques, destinés à la formation initiale supérieure et à la formation continue tout au long de la vie,
- des actions de formation, d'information et de communication ciblant étudiants, salariés et demandeurs d'emploi destinées à faire connaître et développer les compétences en innovation et en exportation,
- des actions de formation, d'information et de communication ciblant les enseignants destinées à développer les compétences en innovation pédagogique,
- l'animation de groupes d'établissements d'enseignement supérieur (colloques, information) et de communautés thématiques d'enseignants,
- des expérimentations de démarches pédagogiques nouvelles liées aux TICE,
- des collaborations avec d'autres organismes français et étrangers qui visent les mêmes objectifs que la fondation « Institut InnovENT-E »,
- des actions qui participent au rayonnement de la France et de ses formations aux niveaux européen et international,
- et plus généralement la conduite de toute action utile pour atteindre l'objet de la fondation « Institut InnovENT-E ».

Article 6 : Financement du programme pluriannuel

Ce programme d'action sera financé par :

- un apport des fondateurs de XXX € tel que détaillé à l'article 6,
- une dotation initiale de XXX € provenant de l'association préfiguratrice InnovENT-E comme prévu par ses statuts, versée en une fois, à la création de la fondation.

Les sommes correspondantes aux apports des fondateurs seront versées en plusieurs fractions égales annuellement sur la période du programme, sur appel de fonds réalisé par la fondation au 1er janvier de chaque année et selon le détail précisé à l'article 6. Le premier appel de fonds a lieu à la création de la fondation partenariale.

Les sommes que chaque membre fondateur s'engage à verser sont garanties par une caution bancaire.

Si les versements auxquels les fondateurs se sont engagés ne sont pas effectués dans le mois suivant la date prévue par l'échéancier ci-dessus, une lettre recommandée avec accusé de réception demandant le versement sous quinze jours sera adressé par la fondation partenariale aux fondateurs avec copie à la banque garante. Si le versement n'est pas effectué par le fondateur dans le délai imparti, une lettre recommandée avec accusé de réception sera envoyée dans les quinze jours par la fondation partenariale à la banque garante afin d'obtenir le versement par la banque des sommes correspondantes.

Aucun fondateur ne peut s'en retirer s'il n'a pas payé intégralement les sommes qu'il s'est engagé à verser au titre du programme pluriannuel

Tout versement supplémentaire effectué en dehors du calendrier mentionné ci-dessus ainsi que toute augmentation du programme pluriannuel devront être déclarés au recteur de l'académie de Normandie sous la forme d'un avenant aux statuts. La fondation partenariale s'interdit de recevoir tout versement complémentaire avant que la déclaration sous forme d'un avenant n'ait été transmise au recteur de l'académie de Normandie.

A valider pendant l'AG d'Avril

Appel de fonds annuel sous réserve de la confirmation par chacun d'être fondateur

Collège d'appartenance du membre fondateur	Sous Collège	Dénomination	Engagement financier sur 5 ans	Appel de fonds annuel correspondant
Collège des EPSCP fondateurs	Porteurs de l'IDEFI InnovENT-E	INSA Rouen Normandie	12 500 €	2 500 €
		INSA Lyon	12 500 €	2 500 €
		INSA Toulouse	12 500 €	2 500 €
		INSA Rennes	12 500 €	2 500 €
		INSA Strasbourg	12 500 €	2 500 €
		INSA CVL	12 500 €	2 500 €
		UL	75 000 €	15 000 €
		UTC	25 000 €	5 000 €
		UTT	25 000 €	5 000 €
		UTBM	25 000 €	5 000 €
Collège des EPSCP fondateurs	Non porteurs de l'IDEFI InnovENT-E	UA	25 000 €	5 000 €
		UM	25 000 €	5 000 €
		UN	25 000 €	5 000 €
		URCA	25 000 €	5 000 €
		Autre 1 ?	?	?

		Autre 2 ?	?	?
Collège des autres fondateurs	Porteurs de l'IDEFI InnovENT-E	CESI	75 000 €	15 000 €
	Non porteurs de l'IDEFI InnovENT-E	CPME	75 000 €	15 000 €
		INPI	75 000 €	15 000 €
		MOV'EO	25 000 €	5 000 €
		Région Normandie	75 000 €	15 000 €
		Région HDF	75 000 €	15 000 €
		Région CVL	75 000 €	15 000 €
		Région Bretagne	75 000 €	15 000 €
		Région PDL	75 000 €	15 000 €
		ICN	25 000 €	5 000 €
		EPF	25 000 €	5 000 €
		ESIGELEC	25 000 €	5 000 €
		Entreprise A	?	?
		Entreprise B	?	?

Article 7 – Durée

La fondation est créée pour une durée de **5 ans renouvelables**, à compter de la publication au Bulletin Officiel de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de l'arrêté du recteur d'académie autorisant sa création.

À l'expiration de cette période, les fondateurs ou certains d'entre eux seulement peuvent décider la prorogation de la fondation pour une durée au moins égale à cinq ans.

La durée de la fondation est prorogée par décision de chaque représentant légal des fondateurs, soit pour l'établissement, par son président avec accord de son conseil d'administration, six mois avant l'expiration de la durée ci-dessus fixée et sous réserve de l'autorisation du recteur d'académie, publiée au bulletin officiel du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Lors de la prorogation, les fondateurs s'engagent sur un nouveau programme d'action pluriannuel et complètent si besoin la dotation initiale.

Article 8 – Ressources

Les ressources de la fondation sont constituées par :

- les versements des fondateurs
- les subventions de l'État, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics
- le produit des rétributions pour services rendus
- les revenus de ses ressources
- les legs, les donations, le mécénat et les produits de l'appel à la générosité publique
- les dons effectués par les salariés ou agents des entreprises fondatrices ou par les salariés des entreprises du groupe, au sens de l'article 223 A du code général des impôts, auquel elles appartiennent.

La fondation peut recourir au mécénat de compétence par une mise à disposition de personnel par une entreprise mécène qui peut prendre la forme d'une prestation de service ou de prêt de main d'œuvre. La mise à disposition peut être à durée déterminée.

Article 9 – La gouvernance

La fondation partenariale est administrée par un conseil d'administration et dirigée par un délégué général assisté d'un bureau.

Article 10 – Le conseil d'administration

Le conseil d'administration de la fondation partenariale est composé de quarante-cinq (45) sièges, répartis en collèges comme suit :

- le collège des représentants des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) fondateurs, composé de quatorze (14) représentants, dont un représentant de leurs personnels. Ce collège distingue les EPSCP porteurs et les EPSCP non porteurs de l'IDEFI InnovENT-E.
- le collège des représentants des autres fondateurs, composé de seize (16) représentants. Ce collège distingue les autres fondateurs porteurs et non porteurs de l'IDEFI InnovENT-E.
- le collège des personnalités qualifiées, composé de quinze (15) représentants choisies pour leur faculté de contribution aux travaux de la fondation partenariale et leur expérience dans ses domaines d'intervention.

Sous réserve de la confirmation de chacun d'être membre fondateur

Les membres du conseil d'administration sont désignés ainsi :

1) Au titre des représentants des EPSCP fondateurs :

a) pour les porteurs de l'IDEFI InnovENT-E :

- a. trois représentants issus des établissements INSA, désignés par les directeurs des établissements,
- b. trois représentants issus des établissements UT, désignés par les directeurs des établissements,
- c. trois représentants de l'UL, désignés par le président de l'université.

b) pour les non porteurs de l'IDEFI InnovENT-E :

- a. un représentant de l'université d'Angers, désigné par le président de l'université,
- b. un représentant de l'université de Nantes, désigné par le président de l'université,
- c. un représentant de l'université du Maine, désigné par le président de l'université,
- d. un représentant de l'université de Reims-Champagne-Ardennes, désigné par le président de l'université.

c) un représentant des personnels des EPSCP fondateurs, exerçant une mission de gestion, de développement, d'application ou d'enseignement dans le cadre du projet InnovENT-E, choisi par les présidents et directeurs des EPSCP fondateurs.

2) Au titre des représentants des autres fondateurs :

a) pour les porteurs de l'IDEFI InnovENT-E :

- a. trois représentants du CESI, désignés par le directeur de l'établissement.

b) pour les non porteurs de l'IDEFI InnovENT-E :

- a. un représentant de l'INPI, désigné par le directeur de la structure,
- b. un représentant de la CPME, désigné par le président de la structure,
- c. un représentant de MOV'EO, désigné par le président de la structure,
- d. un représentant de ICN Business School, désigné par le directeur de l'établissement,
- e. un représentant de EPF, désigné par le directeur de l'établissement,

- f. un représentant de ESIGELEC, désigné par le directeur de l'établissement
- g. un représentant de la région Normandie, désigné par le président de région,
- h. un représentant de la région Hauts – De – France, désigné par le président de région,
- i. un représentant de la région Bretagne, désigné par le président de région,
- j. un représentant de la région Centre Val – de - Loire, désigné par le président de région,
- k. un représentant de la région Pays – de - Loire, désigné par le président de région,
- l. un représentant de l'entreprise A, désigné par le directeur de l'entreprise,
- m. un représentant de l'entreprise A, désigné par le directeur de l'entreprise.

3) Au titre des personnalités qualifiées :

Quinze représentants sont choisis par l'ensemble des fondateurs, à la majorité absolue des présents ou représentés, lors de la première réunion constitutive du conseil d'administration, ou en tant que de besoin lors d'une réunion ad hoc de l'ensemble des fondateurs.

Les membres du conseil d'administration sont nommés pour une durée de 5 ans, renouvelable une fois.

La liste des membres composant le conseil d'administration et leurs fonctions sera transmise au recteur d'académie.

Un membre du conseil d'administration peut être révoqué pour motif grave par un vote à la majorité qualifiée des deux tiers des administrateurs présents ou représentés.

En cas de décès, incapacité, démission ou révocation d'un membre du conseil d'administration, il est procédé à son remplacement pour la durée du mandat restant à courir selon les mêmes modalités qui ont présidé à sa désignation.

Tout changement dans l'administration ou la direction de la fondation partenariale sera porté à la connaissance du préfet du département dans un délai de trois mois. Le recteur et le préfet concernés en seront également informés.

Les membres du conseil d'administration exercent leur fonction à titre gratuit. Les dépenses engagées par eux dans l'intérêt de la fondation partenariale leur sont remboursées sur présentation des justificatifs correspondants et sur décision expresse du conseil d'administration.

Le conseil d'administration élit en son sein un président et deux vice-présidents ayant compétence pour suppléer le président dans l'exercice de ses fonctions, qui exercent respectivement les fonctions de secrétaire et de trésorier. Ils composent le bureau.

Le délégué général de la fondation partenariale est membre de droit du bureau et invité permanent du conseil d'administration.

Article 11– Réunion du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par année civile, sur convocation de son Président. La convocation est adressée au moins deux semaines avant la réunion du conseil, par voie électronique, et comporte l'ordre du jour.

Le conseil d'administration est présidé par le président de la fondation partenariale. A défaut, le conseil d'administration élit son président de séance.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Chaque administrateur a la possibilité de se faire représenter aux séances du conseil en donnant un mandat à un autre administrateur : toutefois, chaque administrateur ne peut être porteur de plus de deux mandats.

Le président peut inviter toute personne concernée par un point à l'ordre du jour.

Les fondateurs non représentés au conseil d'administration sont automatiquement invités.

Les personnes invitées ne peuvent participer aux débats, sauf à y être invité par le Président. Elles ne disposent en aucun cas de pouvoir délibératif.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président ou le président de séance et un membre du conseil d'administration.

Article 12 – Prérogatives du conseil d'administration

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus et prend toutes décisions dans l'intérêt de la fondation partenariale. Il vote le budget nécessaire au fonctionnement de la fondation partenariale et à la réalisation de son programme, approuve annuellement les comptes de la fondation partenariale et le rapport d'activité et décide des emprunts et des actions en justice éventuelles. Le conseil d'administration accepte les donations et les legs.

Le conseil d'administration peut accepter sur proposition d'un membre fondateur, de nouveaux membres dans les conditions prévues à l'article 17 concernant la modification des statuts.

Le président représente la fondation partenariale vis-à-vis des tiers et la représente en justice. Il peut se faire assister d'un ou plusieurs membres du bureau.

Le conseil d'administration nomme le délégué général de la fondation partenariale.

Le conseil d'administration se prononce sur les conditions générales de recrutement et de rémunération des personnels de la fondation partenariale.

Il peut créer auprès de lui, à titre consultatif, des instances, comités ou commissions. Il en détermine la mission, la composition, le mode de désignation des membres et le fonctionnement, qui sont inscrits au règlement intérieur.

Le conseil d'administration se prononce sur toutes contestations pouvant survenir dans l'exécution ou l'interprétation des présents statuts. Il se prononce également sur toutes transactions destinées à éviter ou à mettre fin à toute action en justice

Article 13 – Le bureau

Le bureau instruit toutes les affaires soumises au conseil d'administration et pourvoit à l'exécution de ses délibérations.

Le conseil d'administration peut lui accorder, en deçà d'un montant qu'il détermine, une délégation permanente pour les cessions et acquisitions de biens mobiliers et immobiliers ainsi que pour l'acceptation et l'affectation des donations et des legs, à charge pour ce dernier de lui en rendre compte à chaque réunion du conseil d'administration.

Article 14 – Règlement intérieur et charte de vie

Le règlement intérieur de la fondation partenariale est adopté par le conseil d'administration. Il comprend notamment une charte de vie de la fondation, et toutes précisions utiles sur le fonctionnement opérationnel de la fondation partenariale.

Article 15 – Exercice social

L'exercice social a une durée d'une année. Il commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social de la fondation partenariale débutera à la date de publication de l'autorisation de création de la fondation partenariale au Bulletin Officiel de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et se clôturera au 31 décembre de l'année en question.

Article 16 – Comptes sociaux

La fondation partenariale établit chaque année un bilan, un compte de résultat et une annexe qui sont approuvés par le conseil d'administration dans les cinq mois de la clôture de l'exercice.

Le rapport d'activité, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes sont adressés chaque année par la fondation partenariale au préfet du département et au recteur d'académie au plus tard le 30 juin suivant la clôture de l'exercice écoulé.

Article 17 – Modification des statuts et dissolution

Les statuts ne peuvent être modifiés qu'après délibération du conseil d'administration, prise à l'unanimité des membres présents ou représentés. En cas de deuxième convocation, sur le même ordre du jour, les modifications statutaires sont décidées à la majorité des deux tiers des membres, présents ou représentés.

Une demande d'autorisation de modification statutaire devra être transmise à l'autorité administrative, dans les trois mois de la décision du conseil d'administration.

La fondation partenariale est dissoute soit par l'arrivée du terme, soit par le retrait de l'autorisation administrative, soit par la décision du conseil d'administration prise à l'unanimité de ses membres présents ou représentés.

En cas de dissolution, un liquidateur est nommé par le conseil d'administration ou par décision de justice, si le conseil d'administration n'a pu procéder à cette nomination, ou si la dissolution résulte du retrait de l'autorisation administrative.

La dissolution de la fondation partenariale et la nomination du liquidateur sont publiées au BOESR, aux frais de la fondation partenariale.

Les ressources non employées sont reversées par le liquidateur à l'une ou plusieurs fondation universitaire ou partenariale créées par l'INSA Rouen Normandie. A défaut, les ressources non employées seront attribuées à l'INSA Rouen Normandie, sous la responsabilité du liquidateur.

Article 18 Contrôle de l'autorité administrative

Le préfet du département s'assure de la régularité du fonctionnement de la fondation partenariale. A cette fin, il peut se faire communiquer tous documents et procéder à toutes investigations utiles. Le recteur d'académie de Normandie, ayant autorisé la création de la fondation partenariale, peut également se faire transmettre tous documents ou informations utiles.

Article 19 Condition suspensive

Les présents statuts sont établis sous la condition suspensive de l'obtention de l'autorisation administrative, conformément à l'article L. 719-13 du Code de l'Education.